

Septembre 2015

## **Consultation publique de la CRE du 22 juillet 2015 relative à la structure des TURPE**

-

### **Réponse de l'Uniden**

**Question 1 :** Les problématiques exposées ci-dessus sont-elles selon vous représentatives des enjeux soulevés pour la structure du TURPE par l'émergence des réseaux intelligents et par l'évolution du système électrique ?

Les problématiques sont exposées très clairement et de façon exhaustive.

Ces exposés font cependant clairement apparaître un fossé grandissant entre les utilisations et fonctionnements des composantes HT d'une part et ceux des composantes BT d'autre part. Aussi le TURPE 5 devrait donc refléter et traduire ces évolutions différentes.

Par ailleurs de nombreux dispositifs nouveaux sont cités pour accompagner cette évolution. Aussi il est important que les coûts qui seront ainsi supportés par les consommateurs puissent faire l'objet d'une réelle étude d'impact a priori et d'un audit à posteriori afin d'en démontrer leur bien-fondé et leur justesse.

**Question 2 :** Voyez-vous d'autres enjeux à l'échéance du TURPE 5 ?

Non.

**Question 3 :** Plusieurs facteurs peuvent contribuer à la maîtrise des pointes de consommation : les signaux de prix du marché de l'électricité, le mécanisme de capacité, les dispositifs d'effacements, la structure des tarifs de réseaux et les mesures d'économie d'énergie. Quel doit être selon vous le rôle ou la part de ces facteurs dans l'atteinte de cet objectif ?

Ces facteurs répondent à différentes problématiques :

- équilibre offre-demande court à moyen terme : marché de gros ;
- incitation à réduire la pointe électrique hivernale à moyen et long terme pour l'équilibre offre-demande : marché de capacité;
- équilibre offre demande très court terme, voire instantané, et/ou sécurité du système : dispositifs d'effacements;
- utilisation plus efficace des réseaux notamment la maîtrise de la pointe : structure des tarifs de réseau ;
- incitation à la sobriété énergétique pour un développement durable, ayant ainsi un impact sur l'équilibre offre-demande à court, moyen et long terme : mesures d'économies d'énergie (efficacité énergétique).

Cependant, chacun contribue à la maîtrise de la pointe, plus particulièrement le marché de capacité dont c'est la mission principale, et la structure des tarifs de réseau, dans une approche différente du marché de capacité puisque liée à des problématiques purement liées aux

réseaux, les autres facteurs y contribuant de façon moins directe (sauf à considérer les effacements réalisés dans le cadre du marché de capacité ou d'un TURPE qui comprendrait une pointe mobile).

L'UNIDEN s'interroge cependant sur la possibilité de disposer d'une autorité en charge de l'encadrement coordonné de l'ensemble de ces mesures et sur son aptitude à recadrer si besoin.

**Question 4 :** Etes-vous favorable à l'entrée en vigueur simultanée des TURPE HTA-BT et HTB à l'été 2017 ?

L'Uniden n'a pas d'avis sur le sujet.

**Question 5 :** Avez-vous des observations sur le programme de travail et le calendrier envisagés par la CRE pour l'élaboration du TURPE 5 ?

Les industriels consommateurs d'électricité ont également un souhait de visibilité et sont favorables au calendrier de la CRE. En outre, une anticipation minimum est nécessaire afin de mettre en place de possibles changements de comportement liés à une nouvelle grille tarifaire et en mesurer les impacts potentiels.

**Question 6 :** Avez-vous des remarques sur ces principes généraux sous-jacents à la construction des tarifs ? Estimez-vous en particulier que le sens à donner au principe de péréquation tarifaire et à celui du timbre-poste pourrait être interrogé dans un contexte d'évolution des usages des réseaux (partie 1.5) ?

L'UNIDEN s'interroge sur l'éventuelle remise en cause à terme des principes historiques de péréquation tarifaire et de « timbre-poste » avec la mise en place de l'approche « smart grid » (cf. réponse à la Question 1).

Il est légitime de s'interroger sur la perte d'optimum économique lié au raccordement de certaines ENR, en particulier sur le réseau de distribution, notamment dans des zones de moins grande demande et avec des coûts importants associés d'infrastructures.

**Question 7 :** Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle, du fait du foisonnement entre utilisateurs du réseau, la contribution des consommateurs aux coûts d'infrastructures dépend non seulement de leur capacité de pointe, mais aussi du taux d'utilisation de cette capacité ? Si ce n'est pas le cas, merci de présenter de façon étayée votre analyse de ce sujet.

L'Uniden partage cette analyse sans pour autant être en possession des éléments permettant d'avoir un avis sur l'impact réel d'un tel foisonnement.

**Question 8 :** Avez-vous des améliorations à proposer quant à la méthode de construction tarifaire présentée ci-dessus ? Le cas échéant, merci de présenter de façon étayée vos propositions.

L'Uniden n'a pas d'améliorations à proposer mais souhaite rappeler que dans cette méthode il est important d'éviter autant que possible les effets de bord.

**Question 9 :** Etes-vous favorable à la prise en compte des nouveaux profils dans le TURPE 5 ?

L'Uniden n'est pas concerné par ce point.

**Question 10 :** Etes-vous favorable à la prise en compte du coût de la capacité dans le calcul des coûts horaires des pertes sur les réseaux ?

Le coût de la capacité doit impacter uniquement les heures de pointe et les acteurs qui génèrent des besoins en capacité (chauffage électrique).

**Question 11 :** Quelle est votre analyse quant à la prise en compte de l'existence d'aléas climatiques extrêmes dans la méthode de calcul des coûts unitaires d'infrastructure ?

Conscient de la question de l'acceptabilité des évolutions des factures, l'Uniden est favorable à cette approche qui permettrait de mieux rendre compte des coûts associés à l'utilisation du réseau : ne pas prendre en compte ces aléas revient en quelque sorte à considérer un réseau dimensionné pour une année climatique normale. En outre elle permettrait de pousser plus rapidement à des changements de comportement à la pointe.

Enfin, elle permettrait de faire supporter aux clients adéquats les surcoûts liés au dimensionnement du réseau sur base de ces aléas climatiques extrêmes.

**Question 12 :** Partagez-vous l'analyse de la CRE quant à la non-pertinence d'une option à pointe mobile pour le niveau de tension HTB3 ?

Compte-tenu des éléments d'analyse développés par la CRE une option à pointe mobile sur le niveau HTB3 ne semble pas pertinente.

**Question 13 :** Que pensez-vous de l'utilité de l'introduction d'une pointe mobile pour les domaines de tension HTB1 et HTB2 ?

Le constat de la faiblesse de modulation du soutirage des consommateurs HTB1 et HTB2 lors de la pointe saisonnière de soutirage représente un net avantage pour le dimensionnement du réseau notamment du fait des puissances en jeu. Compte-tenu des éléments d'analyse développés par la CRE, la valorisation par une option à pointe mobile sur les domaines HTB1 et HTB2 ne semble donc pas forcément pertinente.

En outre, la multiplication des signaux de prix (marché de capacité, ARENH, pointe mobile du TURPE) pourraient rendre complexe leur lisibilité.

Cependant, ses membres ayant la volonté de valoriser leurs flexibilités de consommation durant ces périodes de tension, l'UNIDEN souhaite que la possibilité de la mise en œuvre d'une telle option comme mode de valorisation de ces apports au réseau soit étudiée de façon plus approfondie, notamment dans l'hypothèse où elle ne conduirait pas à multiplier les signaux tarifaires (cf. réponse à la question 29 relative au domaine HTA).

**Question 14 :** Etes-vous favorable à l'introduction d'une pointe mobile pour le domaine de tension HTA ?

Compte-tenu des informations données par la CRE, un TURPE à pointe mobile pour le domaine de tension HTA paraît pertinent.

Cependant, comme pour les domaines HTB1 et HTB2, se pose la question de la multiplication des signaux de prix.

**Question 15 :** Si vous êtes fournisseur, envisagez-vous de développer des offres commerciales à effacement prenant en compte ce tarif à pointe mobile ?

L'Uniden n'est pas concernée.

**Question 16 :** Si vous êtes consommateur, envisagez-vous de souscrire une offre commerciale à effacement prenant en compte ce tarif à pointe mobile ?

Les offres commerciales pour les grands consommateurs industriels ne comprennent pas le coût d'acheminement sur le réseau.

**Question 17 :** Que pensez-vous des critères utilisés par la CRE pour analyser la pertinence de l'introduction, dès TURPE 5, d'une pointe mobile en basse tension ? Partagez-vous les analyses préliminaires de la CRE en la matière ?

L'Uniden n'a pas de commentaires concernant les critères utilisés par la CRE et partage son analyse sur base des éléments mentionnés dans le document de consultation.

**Question 18 :** Etes-vous favorable à la mise en œuvre d'un tel dispositif transitoire pour l'hiver 2016-2017 ?

L'Uniden considère que le TURPE n'a pas vocation à régler les problèmes d'équilibre offre – demande court terme et ne comprend pas la volonté de mettre en place un tel dispositif transitoire sauf à vouloir régler une situation particulièrement critique qui ne pourrait l'être autrement. De plus, le niveau du malus pourrait décourager toute initiative de mise en œuvre de flexibilité

**Questions 19 à 28 :**

L'Uniden n'est pas concernée.

**Question 29 :** Etes-vous favorable au choix de la période de pointe PP1 pour définir la période de pointe mobile du TURPE HTA à l'horizon du TURPE 5 ?

Comme évoqué dans la réponse à la question 13, l'Uniden souhaite éviter la multiplication des signaux tarifaires. C'est pourquoi, compte-tenu de l'analyse de la CRE en termes de coïncidence de la période de pointe PP1 avec les jours critiques pour le réseau, l'Uniden est favorable à ce choix

**Question 30 :** Etes-vous favorable à la suppression de l'option concave en HTA ?

L'Uniden ne peut se prononcer sans plus d'éléments tels qu'une proposition de grille tarifaire et d'analyse d'impact associées : en aucun cas la suppression de l'option concave ne doit s'accompagner d'un surcoût pour les consommateurs actuellement avec cette option.

**Questions 28<sup>1</sup> :** Etes-vous favorable à la tarification à la puissance atteinte pour les utilisateurs BT > 36 kVA, HTA et HTB ?

L'Uniden ne peut se prononcer sans plus d'éléments tels qu'une proposition de grille tarifaire et d'analyse d'impact associées.

**Question 31 :** Etes-vous favorable à la modification présentée des principes de couverture du volet énergie des charges liées à l'équilibrage ?

Une telle modification, si elle devait être mise en place, doit s'accompagner d'une étude d'impact préalable, notamment concernant les éventuels transferts entre acteurs du système.

---

<sup>1</sup> Libellée telle quelle dans le document de consultation

**Question 32 :** Etes-vous favorable au transfert dès l'entrée en vigueur des prochaines Règles MA – RE (printemps 2016) des coûts d'activation de la réserve secondaire vers le compte ajustements écarts ?

Une telle modification, si elle devait être mise en place, doit s'accompagner d'une étude d'impact préalable, notamment concernant les éventuels transferts entre acteurs du système.

**Question 33 :** Estimez-vous qu'une révision de la répartition entre injections et soutirages pour le financement de certaines des charges de constitution des réserves tertiaires (réserves rapide et complémentaire) et de l'appel d'offres effacement devrait être mise en œuvre ? Si oui, quelle répartition proposez-vous et pourquoi ?

L'ensemble des acteurs du système électrique (en injection ou soutirage) bénéficient des réserves tertiaires. C'est pourquoi une révision de la répartition entre injections et soutirages du financement de certaines des charges de constitution des réserves tertiaires pourrait sembler opportune.

Cependant, l'Uniden souhaite que soit conservée la transparence des coûts plutôt que de les voir répercutés indirectement aux consommateurs (qui paieront à la fin quel que soit le schéma).

**Question 34 :** Considérez-vous que le financement de ces réserves devrait porter également sur la puissance d'injection ou de soutirage souscrite plutôt que sur la seule énergie injectée ou soutirée ? Si oui, quelle répartition proposez-vous et pourquoi ?

L'Uniden ne peut se prononcer sans plus d'éléments.

**Question 35 :** Pensez-vous que les coûts liés à la reconstitution des marges devraient être financés de la même manière que les réserves rapide et complémentaire ?

L'Uniden est favorable à une telle approche dans un souci d'homogénéité et de simplicité.

Une étude d'impact préalable reste cependant nécessaire.

**Question 36 :** Avez-vous d'autres remarques à apporter sur le partage du financement des coûts d'équilibrage ?

Non.

**Question 37 :** Estimez-vous que les règles actuelles de constitution des réserves primaire et secondaire (prescription d'acteurs obligés et prix régulé) doivent être modifiées ?

Les règles actuelles semblent permettre une rémunération juste des offreurs de capacités de réserve et donnent de la visibilité sur les coûts associés pour le système électrique, et donc sur la facture électrique du consommateur final.

Ainsi, un changement de règles ne peut avoir lieu que pour améliorer le service rendu tout en le rendant plus compétitif, notamment via une mutualisation, ne serait-ce que partielle, avec les GRT européens voisins. L'Uniden s'inquiète vivement du fait qu'une contractualisation à des conditions de marché en France seulement conduirait à une hausse significative du coût du système du fait de la très forte concentration de ce marché.

A noter qu'un développement des réserves primaires et secondaires asymétriques pour les consommateurs pourrait permettre de baisser le coût du service (cf. exemple d'Elia).

**Question 38 :** Que pensez-vous de l'analyse de RTE concernant le marché secondaire organisé des services système fréquence ?

L'Uniden ne se prononce pas.

**Question 39 :** Etes-vous favorable à l'organisation d'appels d'offres pour contractualiser tout ou partie de la réserve primaire ? Considérez-vous opportun de mener une telle contractualisation de façon conjointe avec d'autres GRT européens ?

Cf. réponse à la question 37.

Par ailleurs, la sûreté du système électrique constitue une fonction régalienne de RTE. Il importe de conserver la maîtrise de la Réserve Primaire au niveau national.

**Question 40 :** Pensez-vous opportun de faire supporter par les producteurs une partie des coûts de constitution des services système ? En particulier, que pensez-vous de la proposition de la CRE de faire supporter par les producteurs tout ou partie de la différence par rapport à la situation actuelle (18,20 €/MW/h) ?

L'ensemble des acteurs du système électrique bénéficiant de ce service, il pourrait paraître opportun d'en faire supporter le coût aux producteurs également.

Cependant, comme pour le point soulevé à la question 33, il semble préférable de garder la transparence des coûts plutôt que de les voir répercutés indirectement aux consommateurs-payeurs.

**Question 41 :** Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la réserve secondaire ? Si non, quelles alternatives proposez-vous ?

L'Uniden n'a pas d'objection à cette proposition.

**Question 42 :** Etes-vous d'accord avec l'analyse préliminaire de la CRE concernant la tarification des injections ?

L'Uniden partage l'analyse faite par la CRE et notamment le fait qu'un changement de la tarification des injections serait prématuré à horizon du TURPE 5.

Néanmoins, les évolutions à venir concernant notamment le raccordement en hausse de certaines ENR éloignées des centres de consommation semblent inciter à programmer cette analyse pour le mouvement tarifaire suivant.